

Burundi : les lendemains de victoire s'annoncent difficiles pour Nkurunziza

@rib News, 23/07/2015 - Source AFP Si Pierre Nkurunziza semble assuré de remporter dès le 1er tour un troisième mandat controversé, les lendemains de victoire s'annoncent difficiles pour le président burundais, à la tête d'un pays profondément divisé, isolé et probablement bientôt privé de l'aide cruciale des bailleurs, selon les analystes. "Le plus dur commence" pour Nkurunziza "car le contexte burundais est pré-conflituel", estime Thierry Vircoulon, de l'International Crisis Group (ICG).

Il y a "une hausse de la violence armée, les défections se multiplient et montrent que le pouvoir est contesté de l'intérieur même, les Burundais continuent à avoir peur et à quitter leur pays par anticipation d'un conflit, l'économie est en berne et la production agricole risque de baisser", remarque le chercheur. La candidature de Nkurunziza, anticonstitutionnelle selon ses adversaires, a déclenché fin avril un mouvement de contestation à mailles de violences meurtrières et plongé dans une crise profonde le Burundi, dont l'histoire post-coloniale est marquée par des massacres politico-ethniques et une longue guerre civile (300.000 morts entre 1993-2006). L'organisation des élections, dans un climat répressif et d'intimidation généralisée, a été quasi unanimement condamnée et de nombreux partenaires internationaux ont menacé de geler leur aide, indispensable à ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs figurant parmi les dix nations les moins développées au monde. Le président Nkurunziza "va être confronté à de nombreux défis et je crois pas qu'avec l'équipe dont il dispose, il puisse les surmonter", confirme un chercheur et analyste burundais ayant requis l'anonymat. "Premier défi, celui de sa légitimité", après des élections unanimement critiquées, détaille-t-il, "deuxième sera économique et social, le pays est déjà en recession, la suppression de certaines aides, couplée à une diminution des recettes internes vont faire très mal". - Concessions ou radicalisation - "Mais son gros défi sera celui de la paix et de la sécurité, au vu de la violence et du clivage dans la société suscités par sa candidature", assure cet analyste : "une partie de l'opposition est radicalisée et pense de plus en plus qu'il faut utiliser le seul langage capable d'être entendu, celui de la violence". Face à ces défis, le régime n'a qu'une alternative: concessions ou radicalisation. Selon des diplomates, une fois acquis ce troisième mandat arraché au forceps, Pierre Nkurunziza "va devoir chercher du lest" à l'intention des bailleurs et de l'opposition. Il a prévu "une série de mesures" - gouvernement d'union nationale, libération des manifestants arrêtés, réouverture de certaines radios privées -, confirme un cadre du CNDD-FDD, le parti présidentiel, tout en craignant que "cela ne soit pas suffisant". "Pour le court terme, Nkurunziza va faire des concessions en espérant obtenir un adoucissement des partenaires internationaux", estime Thierry Vircoulon, "mais cela ne mènera concrètement à rien car il n'y a plus rien à négocier. L'opposition s'est radicalisée et est têtue". Même prêt à négocier, "que peut-il céder, surtout quand il considère que son mandat et son pouvoir sont des acquis non négociables ?", s'interroge l'analyste burundais. "Le CNDD-FDD vient d'être purgé de ses élites intellectuelles et modérés au profit de l'aile dure, qui aura tendance à vouloir enfoncer le clou plutôt qu'à chercher le compromis", estime-il. Cette aile dure est surtout composée de cadres issus des années de maquis de la guerre civile, durant laquelle le CNDD-FDD était une rébellion hutu, avant de rallier l'accord de paix d'Arusha et d'arriver au pouvoir par les urnes en 2005. Cette "clique s'est bunkarisée", estime l'universitaire français Christian Thibon, qui craint une "évolution à l'érythréenne" du régime burundais. A la tête de l'Erythrée depuis 1991, la rébellion ayant conquis l'indépendance du pays, s'est muée en un des régimes les plus isolés et les plus répressifs au monde. L'universitaire estime improbable que l'opposition cède aux sirènes des postes que lui proposerait le pouvoir et privilégie le scénario de la "fuite en avant, avec isolement international" du régime. "Le Burundi est passé d'un Etat de droit malmené à un Etat de non-droit", déplore l'analyste burundais. "Cette dérive va s'accroître même si le pouvoir va chercher à faire un geste cosmétique" envers la communauté internationale. "On est entré dans une période d'incertitude, le Burundi va au-devant de graves problèmes et je ne vois pas comment tout cela finira", ajoute-t-il.